

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Frederic-Lordon-Ce-que-nous-pouvons>

État d'urgence, corruption des mots propre à la
dictature

Frédéric Lordon : Ce que nous pouvons

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mardi 1er décembre 2015

Description :

France, État d'urgence, Sarkozy, Hollande, Valls, terrorisme, Paris.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

S'il existait quelque chose comme une jauge de la faute et de la vertu des peuples, on pourrait dire que le corps social n'a jamais que « ce qu'il mérite ». Mais rien de tel n'existe sauf dans la vision moraliste du monde qui passe tout au tamis du jugement et de la rétribution. Nous avons cependant le recours de dire autre chose : de dire que le corps social fait, à chaque instant, la démonstration en actes de ce qu'il peut être de son degré de puissance. Ça n'est donc plus une question de jugement, c'est une question de *mesure*. Par ce qu'il accomplit et par ce qu'il omet de faire, par ce qu'il tolère et par ce qu'il refuse, le corps social donne l'exacte, la parfaite mesure de ce qu'il peut.

Dans ces conditions, il n'y a plus qu'à arpenter. Un peuple qui, s'étant donné à un Sarkozy, se donne à un Hollande à sa réplique sous tous les rapports, parfois même en pire, que peut-il exactement ? Un peuple qui tolère une classe de porte-voix médiatiques répétant comme des tourne-disques toutes les injonctions gouvernementales, quel est son degré de puissance ? Un peuple qui aurait dû, scandalisé par l'obscénité de leur servilité d'Etat, conspuer [les chaînes d'information en continu](#), qui devrait congédier sous les lazzis les intellectuels casqués, et sous les épiluchures les éditorialistes à jugulaire, qui devrait faire honte à un premier ministre se revendiquant explicitement de l'*inintelligence* des choses, honte à ses représentants jouant comme des automates ces scènes historiques du parlementarisme français, les scènes de la trahison des représentés, de l'assentiment démocratique au pire, un peuple que l'amour de la liberté devrait soulever contre l'Etat policier terrorisant certains de ses citoyens au nom de la sécurité des citoyens, un peuple qui devrait faire tout cela et qui ne le fait pas, de quoi est-il capable au juste ? A ce peuple en corps, il faut poser la question que Spinoza pose à tout corps : qu'est-ce que peut un corps ? Et la réponse s'ensuit au spectacle des choses faites par le corps.

Au fond de la dépossession, les citoyens protesteront qu'« ils n'y peuvent rien ». Ils n'ont pas « fait » les institutions de la Ve République qui déterminent largement d'avoir à choisir entre le dur-mou et le mou-dur (en attendant la dure-dure), ils n'ont pas barre sur l'offre et prennent ce que l'état de l'offre leur offre. Ils ne peuvent rien au [jeu capitaliste qui organise les médias](#) et leurs efforts de verrouillage au service du duopole dit « de gouvernement ». Ils ne peuvent rien contre l'Etat de police infiniment plus puissant qu'eux, etc. Il y a du vrai et du faux dans toutes ces protestations. Du vrai à échelle de chacun, et du faux à échelle collective. Oui chacun est en proie à la dépossession, mais tous ont contribué *de fait* aux structures de la dépossession - un tous historique (diachronique) puisque ces structures viennent de loin, mais un tous contemporain également puisque, venues de loin, ces structures n'en sont pas moins revalidées à chaque instant : par l'assentiment, fût-il tacite et passif. Seul un corps politique qui peut peu peut tolérer des institutions aussi anti-démocratiques que la Constitution de la Ve République. Seul un corps politique impuissant peut ne pas se dresser pour accabler les imposteurs de la parole publique de son sentiment de légitime scandale et, de honte, les faire rentrer sous terre. Au lieu de quoi, reconnus, reconduits et contents, ils prospèrent à l'air libre. À la fin des fins, si le corps politique d'aujourd'hui ne se lève pas dans un élan outragé, c'est que ses propres seuils de l'outrage se sont dramatiquement déplacés, qu'il en faut de plus en plus pour lui soulever une oreille, de cette surdité qui fait la joie des gouvernants abuseurs, littéralement *déchaînés* - puisqu'ils n'ont d'autres chaînes que nous.

La rupture avec la pensée morale ne se fait complètement qu'à la condition de ne plus dire que nous sommes « *individuellement responsables* », et de substituer à ce type de jugement culpabilisateur la mesure de notre impuissance collective. Rien de ceci n'ôte qu'il y aura des actions individuelles (ou qu'il n'y en aura pas), qu'elles se rejoindront en forces plus ou moins importantes. Mais cette physique des forces passionnelles et désirantes en quoi consiste la politique n'a rien à voir avec la morale de la responsabilité (même si, le plus souvent, c'est ainsi qu'elle se présente à notre conscience, parfois même non sans une certaine efficacité). La question, c'est de savoir ce qui nous affecte, à partir de quels seuils, et ce qui nous met en mouvement - car c'est dans le mouvement de ce qu'il fait que le corps politique manifeste son exact degré de puissance.

L'Etat de police, qui est en train de s'abattre sur nous, nous fera-t-il passer nos seuils ? Ou encore : quelle part de la population les franchira-t-elle, et quelle demeurera dans la servitude contente ? Quelles inductions s'établira-t-il d'une part à l'autre ? Quels ralliements du dessillement, quelles modifications de seuil des uns au spectacle des autres ? C'est que le corps politique est loin d'être tout un. S'il est une union, c'est une union de parties - groupes et classes. Certaines des parties accourent à l'Etat et « *luttent pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur salut* ». D'autres luttent pour leur salut tout court et n'ont pas le goût de la servitude. La puissance d'ensemble du corps se joue dans cette composition conflictuelle. Qui entraînera qui dans quel sens ? Où s'établira la résultante ? À quel régime de puissance globale ses mouvements internes antagonistes détermineront-ils le corps un-mais-divisé ? Il faut poser ces questions pour mesurer nos chances de secouer l'appareil des précepteurs de l'ordre, qui ne tient que parce que nous ne voyons pas qu'il n'a pour lui que la reconnaissance que nous lui donnons, qu'il n'a en réalité aucune autre ressource - sinon, au cas-limite, la force des armes.

Nous verrons se dessiner une tendance quand se manifestera, ou pas, l'écoeurement aux discours. Il est désormais un lieu commun de rappeler qu'Orwell le premier avait aperçu la corruption des mots comme le propre même de la dictature, y compris celle qui se donne dans la forme de la « démocratie parlementaire ». Il est, rarement peut-être, des lieux qui, pour être devenus communs, n'ont rien perdu de leur force propre ni de leur pouvoir d'éclairer. Or le renversement des mots atteint ici des sommets qu'une époque pourtant riche en la matière n'avait pas encore envisagés. Manuel Valls jure n'être en rien « *bushiste* [1] » quand il a de la guerre (« *extérieure ET intérieure* [2] ») plein la bouche ; il déclare n'avoir qu'« *une seule réponse, c'est la République* » en installant l'état d'exception ; refuse par principe comme « *excusisme* [3] » tout effort de comprendre et se fait ouvertement le chantre martial d'un crétinisme d'Etat ; proclame devant le Parlement que « *grande démocratie, nous [devons] nous appuyer sur la force du droit* [4] », pour aussitôt décréter la suspension du droit ordinaire (« *la force de notre droit, c'est notamment l'état d'urgence* »), quelques jours avant, logiquement, d'informer le Conseil de l'Europe que la France pourra s'affranchir de certains droits garantis par la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales... Les mots sont à l'envers absolu des choses, tout est cul par-dessus tête, tout est renversé - étymologiquement, tout est *catastrophique*. En définitive, seule la police qui enfonce les portes des squats et des opposants politiques livre une version remise sur ses pieds de la réalité : « *c'est l'Etat d'urgence, la loi, ça existe plus* [5] ».

Pendant ce temps, un illuminé auto-déclaré « *chroniqueur politique* » nous explique que « *François Hollande a bien failli pleurer* [6] » pendant l'hommage national mais que « *la vulnérabilité du président au sentiment est une force* » et qu'il « *a montré au monde son humanité* » - mais il faudrait citer presque l'intégralité de ce morceau d'anthologie à faire pâlir de honte professionnelle l'équivalent-Gantzer de Kim Jong-un [7]. Pendant ce temps également, à *Libération*, bien forcé de se pencher sur quelques abus, on oscille entre la minimisation par l'ironie distanciée d'auteur (« rien de grave ») [8] et la contre-pesée des réussites objectives de l'état d'urgence [9] : « *Un policier de la brigade des stupéfiants le reconnaît : « l'état d'urgence nous permet d'aller voir chez des dealers repérés depuis longtemps » - c'est quand même plutôt bien. « A Beauvau on juge la stratégie « positive », tant sur le plan de la saisie d'armes que sur le recueil de renseignements » - et l'article de nous faire le bilan détaillé au cul du camion de l'Intérieur. Nous sommes donc invités à ne pas nous départir du souci du « positif » quand bien mêmes certaines personnes « estiment (sic) être victimes de perquisitions abusives, parfois violentes » - gageons qu'avec un tableau plus complet du positif et du négatif en tête, elles « estimeraient » autrement.*

Alors oui, un corps politique qui s'est abandonné à de tels médiateurs, politiques et journalistiques, est un corps qui n'est pas dans une forme bien fameuse. Le propre des corps cependant, c'est que leur degré de puissance ne cesse de varier - selon ce qui affecte différenciellement leurs parties. Or c'est peu dire qu'ici le corps politique est affecté - du dehors par [le meurtre de masse terroriste](#), du dedans par ce que, supposément en leur nom, sa partie gouvernante inflige à ses parties gouvernées. Rendu en ce point, il n'y a pas trente-six solutions. Deux seulement. Ou bien, comme souvent, comme tout l'y a de longue date préparé, comme tout dans le fonctionnement des institutions l'y encourage encore, le peuple se précipite apeuré dans les bras de l'Etat de police et trouve réconfort dans un supplément d'asservissement. Ou bien le « goût de la franchise », comme dit La Boétie, lui revient par un sursaut d'indignation au tour de vis marginal qui passe les bornes.

On ne dira jamais assez que la « franchise » (la liberté), et la puissance du corps politique, se jouent dans l'espace public, tautologiquement le lieu du public, et de la chose publique. La politique n'a lieu qu'en réunion. C'est bien de cela que Sartre avait pris douloureusement conscience en observant, catastrophé, le renversement dans les urnes des affirmations politiques posées dans la rue [10]. Car là où la rue réunit, le (bien-nommé) isoloir isole - et renvoie chacun à une condition monadique qui le coupe des solidarités concrètes de la politique réelle. Mais, isoler, n'est-ce pas par excellence ce que vise l'état d'urgence, qui indique le mieux ses intentions dans *l'assignation à résidence* : nous vous interdrons de vous rencontrer, nous vous interdrons de vous réunir, nous vous renverrons à votre tête-à-tête avec vos écrans. Et Spinoza ne saisit-il pas la chose même quand il écrit qu'« *une Cité dont la paix dépend de l'inertie de sujets conduits comme du bétail pour n'apprendre rien que l'esclavage mérite le nom de solitude plus encore que celui de Cité* [11] » ? L'Etat de police, c'est l'Etat de solitude. C'est l'impuissance collective organisée. L'urgence de l'état d'urgence, c'est de nous séparer pour nous impuissantiser.

Il est des parties du corps collectif qui ne veulent plus de ce destin d'impuissance. La seule solution de réveil du corps entier, c'est la leur. D'abord faire savoir dans l'espace public que non. Ensuite tenir le registre des exactions de l'état d'exception, leur donner par la narration détaillée une force affectante que jamais n'auront les abstractions de la dénonciation par idées générales des intellectuels - car en face, pas seulement à la tête de l'Etat d'ailleurs, il y a d'autres idées générales qu'on trouve tout aussi bonnes : « la sécurité », « les frapper », « la guerre de l'intérieur à gagner ». Ces idées générales, véritable compost à sondages de « l'union nationale », n'auront quelque chance d'être défaits qu'à la condition de les sortir de leur généralité pour en montrer les *effets concrets*. De ce point de vue [le registre de la Quadrature du net](#) ou, parmi tant d'autres, l'effarant récit de Rue89 [12], valent mille fois mieux que n'importe quelle tribune, à commencer par celle-ci. Et si l'on peut lui adjoindre des photos, des vidéos, du son, il en aura plus de force affectante encore. Paradoxalement, la photo de l'article de *Libération* - un jeune fouillé face contre mur, bras écartés, entourés d'une nuée de robocops, est glaçante au point de contredire radicalement l'intention minimisatrice du texte. Comme on sait, on n'a jamais rien trouvé de mieux contre les bavures policières que des images, face auxquelles même les amis les plus résolus de la police doivent aller puiser loin pour continuer de soutenir. Et, de même, les idées de la liberté n'ont-elles quelque chance de devenir efficaces qu'avec l'appui visuel de ce qui suscite inmanquablement l'indignation.

Refuser par écrit, montrer par images, et puis reprendre l'espace public en actes. Nombreux tant qu'à faire, seule manière de ramener le pouvoir à l'essence LaBoétienne de sa condition : il est peu, nous sommes beaucoup - par conséquent, normalement... Mais bien sûr on sait tout ce qui s'oppose à ce « normalement... » Célébrant notre « mode de vie » et chantant la « liberté », l'Etat appuyé de tous ses supplétifs ne cesse de nous pousser dans la servitude. En effet c'est bien de manière de vivre qu'il est question dans toute cette affaire. La nôtre n'est ni celle des cinglés à kalach ni celle de l'état d'urgence à vocation de reconduction permanente. Cette manière ne peut être posée qu'en actes, c'est-à-dire dans la rue. Donc il faut aller dans la rue. Et puis nous verrons bien.

Post scriptum

À qui voulait accéder à l'idée de *parti de l'ordre* dans son concept le plus général, il suffisait, dimanche soir, d'ouvrir la télévision et de regarder BFM. Tout y était. La re-présentation de la manifestation interdite comme pur rassemblement de « casseurs », l'escamotage méthodique de tous ses attendus, notamment celui que ce rassemblement n'avait que secondairement pour objet [la COP21](#), et pour motif principal l'état d'urgence (celui-ci interdisant de manifester en général, et pour celle-là *en particulier*), la fenêtre du duplex avec la préfecture où trônait un commissaire en uniforme dans un dispositif riant comme un JT nord-coréen, le média et la police dans un état de parfait unisson, de symbiose institutionnelle même, l'un relayant la voix de l'autre, et les deux ensemble faisant avec satisfaction le compte des gardés à vue. Il faudrait parfois que la chose qui se nomme elle-même « *presse libre* » se regarde. Mais autant demander à une bouse de se reconditionner en bougie parfumée.

Un gouvernement qui, mesurant toutes les conséquences, et même les désirant, ne retient plus sa police en lui ouvrant le mandat indéfini de l'état d'urgence est un gouvernement qui se voue tôt ou tard à l'indignité. Et telle est

bien en effet la destination de celui-ci qui, déjà si couvert de honte, a décidé d'en explorer une dimension supplémentaire. Expert en montages symboliques frauduleux et en dévoiement des valeurs, le voilà qui, après avoir expliqué cet hiver que [la loi Macron](#) devait être votée au nom de l'« esprit du 11 janvier », s'est bruyamment scandalisé que des bougies du mémorial de la République aient pu servir de projectile à quelques manifestants contre les forces de police. [Photos à l'appui](#), il semble que les rangers de la flicaille n'aient pas témoigné d'un respect excessif au mémorial non plus. Mais tout ceci, en réalité, n'a qu'une finalité : faire oublier qu'il n'y a de violence qu'à l'instant où un gouvernement interdit l'exercice de la liberté et rencontre des individus décidés à ne pas y renoncer tout à fait.

Frédéric Lordon* pour [La pompe à phynance](#)

[La pompe à phynance](#). Blog de Le Monde Diplomatique. Paris, le 30 novembre 2015.

* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières* », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « *La politique du capital* », Odile Jacob, 2002. « *Imperium* » **Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

[1] « [Après le 13 novembre : pour Manuel Valls, la République est à reconstruire](#) », *Le Point*, 28 novembre 2015.

[2] [Discours à l'Assemblée Nationale](#) 19 novembre 2015, c'est le texte de Valls qui souligne.

[3] « [Après le 13 novembre : pour Manuel Valls, la République est à reconstruire](#) », *art. cit.*

[4] [Discours à l'Assemblée Nationale](#), 19 novembre 2015.

[5] « [C'est l'état d'urgence, la loi, ça existe plus](#) », IAATA (Information Anti-Autoritaire Toulouse et Alentours), 28 novembre 2015.

[6] Olivier Picard, « [Hommage national : Hollande a failli pleurer en direct. Cette vulnérabilité est une force](#) », *leplusnouvelobs.com*, 28 novembre 2015.

[7] « *A la qualité de son mental (sic), le président a ajouté une sensibilité qu'on lui déniait. Il a su trouver des mots, dans un très beau discours qu'il a écrit lui-même, en résonance avec l'âme à la fois blessée et combative des Français. Alors même si les larmes avaient coulé sur ses joues mordues par le vent froid (...) elles n'auraient pas été incongrues. (...) Cette capacité à mêler l'intime et le martial n'est pas seulement un beau sujet pour la presse. C'est une synthèse en image de l'originalité de la démarche française et de la geste de son président* ».

[8] Mathieu Lindon, « [Perquisitionnez-moi, ça grouille](#) », *Libération*, 27 novembre 2015.

[9] « [Etat d'urgence : ça ratisse large](#) », *Libération*, 27 novembre 2015.

[10] Jean-Paul Sartre, « Elections, piège à cons », *Les Temps Modernes*, n°318, janvier 1973.

[11] *Traité politique*, V, 4.

[12] Benoît Le Corre, « [Un jeune couple interpellé : seul les flics ont entendu le mot Daech](#) » *Rue89*, 29 novembre 2015.